

«Les mentalités ont évolué, Genève a compris où était son intérêt»

Interview Le maire socialiste d'Annemasse, Christian Dupessey, ne se représente pas aux élections municipales de 2026. Après dix-huit années passées à la tête de la cité frontalière, deuxième plus grande ville de Haute-Savoie, il dresse le bilan des relations avec le Canton.

Marc Bretton Textes

Un bail, comme on en fait plus. Après dix-huit ans de règne sur Annemasse, loin néanmoins derrière les trente-et-un ans de son prédécesseur Robert Borrel, le maire socialiste Christian Dupessey a choisi de ne pas se représenter aux élections municipales en mars 2026. Depuis son fief, le magistrat, également président du Pôle métropolitain du Genevois français, premier vice-président d'Annemasse Agglo et président de la Mission opérationnelle transfrontalière, a été aux premières loges pour façonner les relations avec Genève.

Vous quittez bientôt la mairie d'Annemasse, que vous avez occupée dix-huit ans. En matière de relations avec Genève, quelle réalisation vous réjouit le plus? Les progrès en matière de mobilité?

Nous avons porté ensemble la révolution du Léman Express, dont le succès dépasse les attentes et qui a permis l'aménagement de la Voie verte, le développement des gares d'étapes en France et du quartier de l'étoile à Annemasse. Notre gare est désormais la quatrième de Rhône-Alpes en termes de nombre de voyageurs. Nous avons aussi beaucoup avancé sur l'aménagement, aboutissant à une vision territoriale transfrontalière.

Ne vit-on pas une situation paradoxale: d'un côté, les relations transfrontalières les plus étroites, de l'autre, des liens souvent fragiles?

Il ne faut pas être défaitiste. Nous sommes une des régions transfrontalières les plus intégrées d'Europe. Nous en sommes au 5^e projet d'agglomération, cofinancé et coréalisé; au fil du temps, nous avons bâti des infrastructures communes. Nous avons démontré que nous savons bâtir. Maintenant, nous devons passer à une autre étape: aider davantage les gens dans leur vie quotidienne.

Aucune frustration, vous êtes sûr?

Il y a des sujets de tension entre nous, évidemment. Quand Genève crée 100 emplois, 75 employés partent habiter en France. Si Genève choisit de continuer à grandir, ce qui est son choix souverain, elle doit impérativement agir pour que la proportion d'emplois par rapport aux logements sur son sol s'inverse. Il n'est pas logique non plus qu'une grande partie des travailleurs que Genève emploie soient formés par la France. Nous venons d'ouvrir un institut de formation pour le personnel de la santé. Il accueille 430 étudiants, dont plus de la moitié partira certainement travailler à Genève. C'est difficilement soutenable: nous devons équilibrer le développement des deux côtés de la frontière pour garantir la cohésion sociale et limiter l'exclusion.

Dès août 2026, Genève n'acceptera plus les nouveaux

élèves domiciliés en France dans ses écoles publiques. Une décision confirmée par la justice. C'était inattendu?

Même dans une relation fluide, il peut y avoir des accidents. Plusieurs points sont problématiques dans cette affaire: formellement, nous avons appris la décision du Canton par la presse, ce qui est un peu singulier vu la fréquence de nos contacts. Sur le fond, oui, les enfants vont à l'école où ils habitent. Mais quand en France, on accueille 25'000 Suisses en quête d'accession à la propriété, dont une grande partie travaille en Suisse et dont les enfants iront travailler en Suisse après eux, c'est la double peine pour les collectivités publiques qui subissent une pression sur l'immobilier, des dépenses supplémentaires. Heureusement, en discutant, nous avons réussi à étaler l'application

de la mesure dans le temps, mais elle subsiste. Je regrette l'entaille faite à notre coopération.

Débat jeudi au Grand Conseil

Hasard du calendrier, le Grand Conseil débat jeudi d'un crédit de 39,5 millions destiné à la mise en œuvre de projets transfrontaliers en matière de mobilité, d'environnement ou de santé. Quel est le problème? En 2024, on comptabilise plus de 600'000 déplacements aux frontières, dont 313'000 véhicules à la frontière avec la France. Pour limiter le trafic, il faut donc consolider l'offre du Léman Express. Favoriser l'abandon de la voiture par les utilisateurs français passe par la mise sur pied d'infrastructures variées et donc une participation financière genevoise, assure le Département de la santé et des mobilités.

À l'inverse, en novembre, un accord a été signé avec Pierre Maudet pour cofinancer des parkings et des bus en France. À quelles causes attribuez-vous cette avancée?

Les mentalités ont quand même évolué. En 2014, lorsque le cofinancement de P+R situés en France a été refusé par Genève, nous sommes tombés des nues. Avec François Longchamp, nous étions assez fiers des accords de Nantua, qui posaient les bases d'une participation genevoise à des investissements dans la santé et la mobilité en France. La douche froide a été suivie par l'acceptation par la Suisse de l'initiative sur l'immigration de masse, un autre recul. Nous avons perdu dix ans. Aujourd'hui, Genève a compris qu'il était de son intérêt de cofinancer les infrastructures en France qui lui permettront, par exemple, de

diminuer le flot de véhicules qui l'encombrent.

On votera certainement sur ce sujet. Quel est votre message aux Genevois?

Que le Grand Genève existe, quoi qu'en disent certains. Il suffit de se souvenir de l'impact de la fermeture des frontières durant le Covid ou de monter sur le Salève pour le voir. Il faut donc aménager cet espace de vie de part et d'autre de la frontière. Si les frontaliers peuvent venir travailler en transports publics à Genève, on y vivra mieux, on y respirera mieux.

De part et d'autre, les proches sur le transfrontalier ne sont-ils pas les mêmes? Le voisin est indispensable, mais il nous coûte cher.

Nous vivons une situation d'interdépendance. Genève est une

locomotive indispensable à la Région. D'autre part, le canton ne peut pas vivre sans l'apport de cette dernière. Ce sont des bénéfices croisés, symbolisés matériellement par la Contribution financière genevoise (CFG) qui rapporte 400 millions par an aux collectivités françaises. C'est un système unique en Europe, qui profite aussi à Genève, puisque les frontaliers payent globalement 1,2 milliard d'impôts dans le canton avant rétrocession. J'évoquais l'évolution des mentalités depuis 2014: elle se manifeste aussi en ce sens que Genève accepte désormais qu'il faille parfois aller au-delà de la CFG pour cofinancer des infrastructures et leur éventuel déficit lorsque l'intérêt de Genève le demande.

Vous êtes intervenus lors de la précédente élection partielle au Conseil d'État pour soutenir un candidat Vert au nom de la préservation du travail transfrontalier. Mais le progrès de l'extrême droite chez vous ne pourrait-il pas aussi le mettre à mal?

Bien sûr! Au-delà des risques démocratiques évidents que posent ses forces, dont on sait qu'elles ont tendance à garder le pouvoir quand elles l'ont, et je ne parle pas ici de l'UDC, il est évident que nous vivons aujourd'hui dans de nombreux pays une situation préfasciste. Elle se marque par la désignation de boucs émissaires, la tentation du repli. Je ne cesse de m'étonner que des frontaliers en particulier puissent voter pour ces partis. Vous imaginez les conséquences pour eux du moindre durcissement du passage aux frontières?

Comment expliquez-vous la progression de l'extrême droite dans une des régions les plus riches de France?

Si j'avais la réponse! On constate une tentation générale face aux crises et aux échecs de la promesse démocratique de tenter quelque chose, dont on nous dit qu'on ne l'a pas essayée auparavant... Mais on l'a essayé en France avec Vichy! On l'essaye en Hongrie avec Orban et on mesure à quel point sortir le parti en place est difficile quand il s'est installé et contrôle les médias et la culture. Les États-Unis l'essayeront avec Trump.

En dix-huit ans, Annemasse a changé, en mieux par rapport à l'agglomération du passé. Comment voyez-vous son avenir?

Annemasse et l'agglomération de la couronne genevoise qui va de Divonne à Thonon ont un avenir qui peut être très positif. Mais il passe par l'affirmation d'une identité culturelle en collaboration avec Genève qui doit être marquée par la construction d'infrastructures emblématiques. De même que pour affronter les défis du moment, il ne faut pas moins d'Europe, mais plus d'Europe, il ne faut pas moins mais plus de coopération transfrontalière pour assurer notre prospérité.



Christian Dupessey souhaite voir la coopération transfrontalière encore renforcée. Steve Luncker-Gomez